

Le pouvoir aux travailleurs

11 SEP 1976

N° 38

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- OPERATION DEGUERPISSEMENT: UNE ATTAQUE DES RICHES CONTRE LES PAUVRES	2 - 3
- L'IVOIRITE, UN POISON CONTRE LES PAUVRES	4 - 5
- DANS CETTE SOCIETE, PAS DE SECURITE POUR LES PAUVRES!	5 - 6
- CONTRE LA DETENTION ARBITRAIRE DES JOURNALISTES!	6 - 7
- SICOGI: EXPULSION SCANDALEUSE DES LOCATAIRES!	7 - 8
- PALMINDUSTRIE EN GREVE	9
- PORC CONTAMINE, POISSONS EMPOISONNES, ESSENCE PUANTE!	10 - 11
- LA DUREE DE VIE RECULE EN AFRIQUE	13

**OPERATION DEGUERPISSEMENT :
UNE ATTAQUE DES RICHES
CONTRE LES PAUVRES**

Depuis quelques temps, sous le prétexte de lutter contre l'insécurité ou de rendre la ville propre (ce qui est un comble car les ordures s'entassent partout), toutes les communes d'Abidjan mènent une chasse systématique aux petits vendeurs, pour la plupart des femmes. Cette chasse aux pauvres s'étend même à des marchés, tels ceux de Treichville ou d'Adjamé, dont une partie est "nettoyée" et mise à la disposition des riches qui vont y construire des magasins à louer.

Cette chasse aux pauvres, appelée "opération déguerpissement", est confiée par les mairies à des "loubards" qui cassent les tables et les kiosques installés sur les trottoirs en guise d'étalages, détruisent certaines marchandises et n'hésitent pas à voler au passage en confisquant d'autres pour le compte des mairies et en partie pour eux-mêmes.

Voilà des hommes, des femmes et des enfants à qui la société ne donne rien. Ils ne peuvent pas trouver le moindre emploi rémunéré. Ils n'ont rien pour vivre. Ils sont obligés de créer eux-mêmes de petits boulots pour survivre. Les femmes vendent le plus souvent des repas et divers aliments, les hommes essayent de vendre toutes sortes d'objets (vêtements, chaussures, poulets, etc.) et leurs enfants (qui ne peuvent pas aller à l'école faute de moyens) sont le plus souvent cireurs ou vendeurs ambulants.

Voilà des gens que la société a condamnés à mourir de faim ou à une mendicité certaine, mais qui, par dignité, ont réussi à se prendre en charge eux-mêmes en se servant de leur énergie et de leur intelligence. Ces hommes et ces femmes, réalisent le tour de force de créer leurs propres emplois là où l'Etat était incapable d'en créer un seul.

Eh bien, même cela, la classe riche et son Etat ne les laissent pas faire. Il ne leur suffit pas qu'ils affament les pauvres, ils veulent les achever !

Il n'y a qu'une minorité des prolétaires d'Abidjan qui a une chance de trouver un travail salarié. Ils sont de toute façon mal payés, durement exploités et pour combien d'entre eux, même ce "privilège"-là ne dure que tant qu'ils ne sont ni malades, ni trop vieux. Mais les autres? Sans les petits

boulots et d'autres petites activités économiques relevant du secteur informel, le nombre des chômeurs, des mendiants et des affamés monterait en flèche. En supprimant une partie de ces activités, les autorités aggravent les conditions de vie déjà insupportables de toute la population pauvre.

Mais la classe dirigeante finira par payer.

Par son mépris, par ses provocations, elle pousse les pauvres au désespoir. Pour le moment, ce désespoir tourne seulement à la "récupération individuelle", au banditisme dont les riches peuvent encore s'accommoder, eux qui ont les moyens de se protéger. Et c'est encore les couches les plus pauvres qui payent le tribut le plus lourd à l'insécurité.

Mais tôt ou tard, le mécontentement finira par exploser. Le désespoir conduira à la révolte. Et ça sera tant mieux! La classe riche et leurs chiens de garde, en uniforme ou recrutés parmi les voyous, auront récolté ce qu'ils ont semé depuis des années! Et toutes leurs forces de répressions, toutes leurs bandes armées publiques ou privées, ne suffiront pas pour préserver leurs villas, leurs beaux magasins, leurs immeubles commerciaux rutilants.

Mais si l'explosion de colère est inévitable et salutaire, elle ne suffira pas en elle-même pour changer le sort des pauvres.

Pour que le sort des travailleurs et de l'ensemble de la population pauvre change, il faut que l'explosion sociale débouche sur une transformation de la société. Chasser la classe bourgeoise rapace, inhumaine qui conduit la société à la ruine, oui. Mais pas pour parachever leur oeuvre de destruction dans une anarchie sanglante et stérile comme il s'en produit de plus en plus sur le continent. Il faut au contraire leur arracher le pouvoir économique et politique pour reconstruire une organisation sociale, mais une organisation sociale d'où l'exploitation sera bannie et où l'économie fonctionnera pour satisfaire en priorité les besoins vitaux de tous; une organisation dont tous les membres auront droit à un travail, mais tous auront aussi le devoir de travailler; une organisation sociale qui ne tolérera pas plus les riches parasites et leur mainmise sur tout ce qu'il y a dans ce pays qu'elle ne tolérera qu'un de ses membres puisse avoir faim ou manquer d'un toit.

C'est possible. C'est à notre portée. Cela doit être notre espoir, notre perspective, notre but conscient, travailleurs, djobeurs, chômeurs, prolétaires ! Mais il nous faut nous constituer en force politique, en parti décidé à transformer radicalement ce monde pourri!

L'IVOIRITE, UN POISON CONTRE LES PAUVRES

L'"ivoirité", cette politique qui consiste à établir une hiérarchie entre les "vrais Ivoiriens" et les "Ivoiriens de circonstance" et qui fait de ces derniers des citoyens de seconde zone, ne surgit pas par hasard, précisément en ces temps de crise. En cette période de vaches maigres, il y a une autre espèce d'herbe qui devient rare pour les petits bourgeois qui sont à la recherche d'un poste quelconque ou qui en ont déjà un à défendre contre des concurrents nouvellement sortis des universités.

Oui, l'époque où il suffisait d'avoir un diplôme pour être sûr de trouver un emploi est révolue. Dans le secteur privé comme public, de nombreux postes sont non seulement supprimés, mais on en crée rarement de nouveaux. Le gâteau étant réduit à la portion congrue, il faut trouver un nouveau critère de partage entre ceux qui, de plus en plus nombreux, y aspirent. Alors, on a commencé par écarter des diplômés non ivoiriens en décrétant en 1986 qu'ils ne peuvent plus être embauchés dans la Fonction publique. Mais malgré cette restriction et bien d'autres, le nombre des diplômés au chômage augmente d'année en année.

Alors, sous le couvert de défendre une prétendue "identité culturelle" qui serait brusquement menacée par une présence nombreuse des "étrangers", les autorités brandissent un nouveau moyen de redistribuer les postes,

notamment ceux qui sont juteux. Le critère de sélection n'est évidemment pas la compétence, mais l'appartenance au parti au pouvoir, à une même ethnie ou à une même région.

Les dirigeants, les notables, la caste politique, et plus généralement, ceux qui vivent en parasitant l'Etat, brandissent tous l'"ivoirité", et ne s'opposent les uns aux autres que sur l'interprétation qu'ils en donnent. Et l'enjeu de leurs affrontements stupides n'est que la compétition pour les postes et les positions rémunératrices.

Mais cette lutte entre privilégiés pour le partage des postes et les avantages matériels qui vont avec, concerne aussi, de façon dangereuse, l'ensemble de la population. Car en inoculant de façon insidieuse le venin du tribalisme et de la xénophobie, c'est toute la société qui risque ainsi d'être contaminée par le poison de la division sur des bases ethniques.

En cette période de crise où le sort réservé à la population pauvre est de plus en plus insupportable, ceux qui sont responsables de cette situation, c'est-à-dire les exploités, les riches et les dirigeants à leur service savent bien que le mécontentement des pauvres risque d'exploser un jour.

Alors, ces gens sont en

morceler en fonction de ses origines, et opposer les ethnies les unes aux autres. Qu'ils montent les ethnies les unes contre les autres avec cette volonté consciente-là, ou que cela soit seulement la conséquence d'une démagogie irresponsable, c'est un massacre à grande échelle comme au Rwanda que les dirigeants risquent de provoquer par leur politique irresponsable et criminelle. Des affrontements interethniques constitueraient une catastrophe, un recul considérable pour toute

la société.

Pour les pauvres, les conditions de vie sont de plus en plus aggravées par les conséquences de la crise, par la dévaluation, par la vie chère. C'est tous ensemble qu'ils ont intérêt à défendre leur droit à une vie décente. Tous ceux qui cherchent à empêcher l'unité nécessaire de leur force sont leurs ennemis. Et c'est au travers de leurs luttes communes qu'ils apprendront à éviter des pièges sanglants tels que l'ivoirité.

**DANS CETTE SOCIÉTÉ,
PAS DE SÉCURITÉ POUR LES PAUVRES!**

On parle beaucoup d'insécurité ces temps-ci du côté du pouvoir. Oui, l'insécurité est un réel problème pour les pauvres de ce pays parce que les pires aspects de l'insécurité se passent dans les quartiers pauvres. Dans ceux des riches ils n'ont pas le même problème parce que même la sécurité ça s'achète. Et ils ont de l'argent pour se payer une police officielle ou non officielle: policiers, CRS, loubards, services de gardiennage, etc. Ils ne sont donc pas dans la même situation que les pauvres.

D'ailleurs, quand les riches parlent de l'insécurité, ce n'est jamais dans le sens de diminuer les vols à main armée, les viols, etc, dont sont victimes les habitants des quartiers pauvres.

Bien au contraire, quand les riches parlent de lutte contre l'insécurité, c'est en fait la lutte contre les pauvres dont il s'agit. Pour les riches, consciemment ou pas, bandits, voyous, immigrés pauvres et

travailleurs pauvres c'est la même racaille! Les forces de l'ordre ont montré maintes fois, rien que ces derniers temps, qu'elles sont elles-mêmes des agents de l'insécurité: on a vu par exemple comment elles ont tué un chauffeur de gbaka il n'y a pas très longtemps. Et nous ne parlons même pas du racket opéré par les forces de l'ordre, aussi bien sur les routes qu'à l'intérieur des quartiers pauvres. Là encore les premières victimes sont les populations pauvres. Le gouvernement a besoin de la gendarmerie, de la police, des CRS, pour défendre leur ordre social, pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. Seulement même ceux-là, il ne les paye pas assez. Alors pour s'assurer de leur bon service, il les autorise de fait à prélever sur la population pauvre en la rançonnant tout simplement. Et l'actualité ne manque pas d'exemple qui montre qu'ils sont même couverts quand ils assassinent. C'est ça le contrat de base entre le gouvernement et leur bras armé,

quoi qu'en dise le ministre de la sécurité.

Même ceux issus des couches pauvres qui rançonnent les populations pauvres sont des adversaires parce qu'ils ont en commun avec les riches de vivre en parasitant sur la masse pauvre.

Par moments, il arrive que certaines catégories de ces bandes armées peuvent être bien vues par la population pauvre. Cela semble par exemple le cas aujourd'hui des "Dozos" (sorte de caste d'anciens chasseurs traditionnels). Ces gens-là ont été pourtant encouragés et utilisés par Bédié lors des élections. Mais de par leur organisation et de par leur tradition, les Dozos sont un regroupement réactionnaire. Mais

aujourd'hui les gens des quartiers pauvres voient en eux une protection contre les bandits. Il y a même des gens qui sont de leur côté du fait que depuis quelques temps le gouvernement les a non seulement lâchés, mais affiche sa volonté de les désarmer.

Mais ne nous y trompons pas. La pression sociale s'exerce dans le sens de transformer également les Dozos en bandits.

La seule solution pour mettre fin à l'insécurité réside dans l'armement des populations travailleuses elles-mêmes, contrôlées par leurs propres organes démocratiques. Seuls les travailleurs conscients, organisés, pourraient mettre de l'ordre dans la maison.

CONTRE LA DETENTION ARBITRAIRE DES JOURNALISTES!

Nous venons d'apprendre que la mise en liberté provisoire, demandée par les avocats des trois journalistes de La Voie (journal proche du FPI) arrêtés depuis plusieurs mois pour une prétendue offense au chef de l'Etat, est rejetée par la Chambre correctionnelle.

Les journalistes en question ne sont pas les amis des travailleurs, même s'ils prétendent le contraire. Ils défendent la politique d'un parti (le FPI) qui, s'il est rival du PDCI pour exercer le pouvoir, une fois qu'il y sera, ne mènera pas une politique plus favorable pour les travailleurs que le PDCI. Les travailleurs n'ont rien à

attendre d'eux. Et ils n'ont aucun intérêt à soutenir leur politique.

Mais les travailleurs n'ont rien à gagner à des restrictions des libertés. Au contraire nous en avons besoin pour nous organiser, nous défendre, nous éduquer, comprendre où sont nos véritables intérêts de classe. Il est de notre intérêt de nous opposer à toute restriction d'une liberté démocratique, car elle est ou elle sera inévitablement utilisée contre nous, et au centuple.

Voilà pourquoi il faut être du côté de ceux qui revendiquent la libération immédiate de ces

journalistes. Mais nous devons aussi savoir que leur droit légitime aux libertés démocratiques - eux qui font partie du même monde que ceux dont ils subissent aujourd'hui l'arbitraire- n'est pas encore le

nôtre.

Notre liberté à nous, travailleurs, celle par exemple de nous défendre contre l'exploitation capitaliste, nous ne pouvons la conquérir que par notre propre force.

**SICOGI: EXPULSION SCANDALEUSE
DES LOCATAIRES!**

Il y a quelques jours, la SICOGI (Société Ivoirienne pour la Construction et la Gestion Immobilière) a obtenu du Tribunal la condamnation et l'expulsion des locataires pour un prétendu refus de non paiement de loyers. Cette mesure frappe des milliers de personnes logées dans les différents immeubles de SICOGI.

Cette mesure est scandaleuse, parce que c'est un drame pour de nombreuses familles qui vont se retrouver du jour au lendemain sans logement, alors que c'est bientôt la rentrée scolaire et qu'elles ont déjà bien du mal à assurer les frais de scolarité des enfants. C'est ce que montre le cas des 30 locataires de Rivieira et des Deux-Plateaux déjà expulsés, dont certains ont été battus et même incarcérés pendant quelques jours.

Cette mesure est aussi scandaleuse et injuste, parce que les logements que la SICOGI veut aujourd'hui mettre en vente, sont payés depuis au moins 20 ans à raison de 15.000F par mois. A cela s'ajoutent des frais de travaux de toutes sortes payés par les locataires. C'est le cas de ce locataire qui dit: "si aujourd'hui je suis bien logé,

c'est parce que j'y ai investi plus de 3 millions".

Dans ces conditions, la simple justice voudrait que les locataires, ayant depuis longtemps et largement remboursé la SICOGI, deviennent purement et simplement propriétaires de leurs logements. Mais il ne s'agit même pas de cela. La SICOGI met ces logements en vente à des prix exorbitants. Et les locataires, compte tenu du fait qu'ils ont déjà enrichi cette société immobilière depuis longtemps, voudraient simplement obtenir une réduction. Mais les marchands de sommeil ne veulent rien entendre.

En 1993, la SICOGI avait déjà attaqué les locataires en justice. Elle n'avait pas eu gain de cause. Ce qui était normal. Mais cette année elle a encore porté plainte et, à la surprise générale des locataires, elle a obtenu l'expulsion de ceux-ci.

Cette affaire montre encore une fois que les pauvres, même quand ils ont raison, ne peuvent s'attendre à voir les riches respecter leurs droits. Bien au contraire!

"Selon que vous êtes puissant ou

misérable,

Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir", l'a constaté La Fontaine depuis fort longtemps.

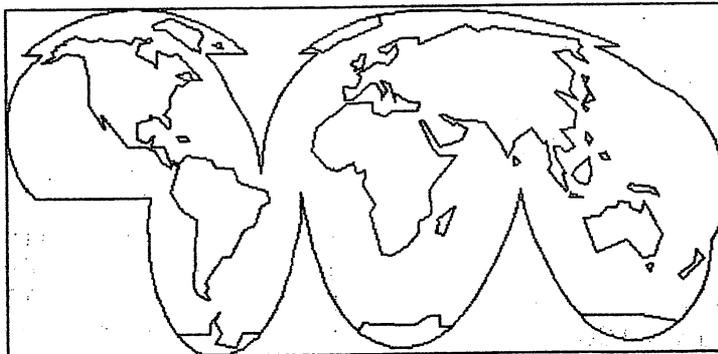
Mais cette inégalité des hommes devant la justice n'est que le prolongement de celle qui existe sur le plan social. L'organisation de cette société permet aux seuls riches d'accroître sans cesse leurs richesses au détriment des pauvres. Elle permet aux spéculateurs immobiliers comme SICOGI et autres exploiters, de voler légalement les pauvres.

Il en résulte que plus cette société devient riche, moins elle est capable d'assurer les besoins élémentaires de la majorité de l'humanité. Or, un toit au-dessus

de sa tête, un logement pour chaque famille constituent un minimum vital que toute société digne de ce nom devrait assurer à ses membres. Même les communautés villageoises du passé, pourtant extrêmement pauvres, ne laissaient personne dans la rue. A plus forte raison, il devrait en être ainsi, avec le niveau de vie économique global bien plus élevé d'aujourd'hui.

Le problème de la société capitaliste n'est pas économique, car celle-ci est immensément riche. Le problème, c'est d'arriver à supprimer cette société injuste à l'échelle du monde et rendre possible une juste répartition des richesses pour permettre à tous d'avoir une vie décente.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

PALMINDUSTRIE EN GREVE

Tous les ans, à pareille époque, le personnel de Palmindustrie, huilerie de graines de palmiers, bénéficiait de prêts scolaires.

Bien sûr, il ne s'agissait pas d'une prime ni d'un quelconque cadeau de la direction, car à chaque fin de mois des retenues étaient opérées sur les fiches de paye, jusqu'à remboursement intégral des sommes prêtées.

Néanmoins, les salaires sont tellement dérisoires que ces prêts permettaient au moins de parer au plus urgent et de faire face aux frais de rentrée scolaire.

Cette année, la direction a subitement refusé ces prêts qu'elle accordait traditionnellement. C'est que cette affaire de prêts cache sans doute une opération plus grave, de licenciement de personnel.

L'Etat et la direction sont en train de céder le groupe à des opérateurs privés, sûrement trop

contents que les effectifs et donc la charge salariale soient réduits afin de réaliser le maximum de profits, quitte à ce que cela se fasse sur le dos du personnel.

Le personnel a raison de considérer que si subitement aujourd'hui l'entreprise ne veut plus consentir de prêts, c'est qu'elle envisage de se débarrasser d'une partie des effectifs.

Parti de la Zone Industrielle de Vridi, le mouvement de grève a fait tâche d'huile (c'est le cas de le dire), puisqu'il s'est étendu à l'ensemble des 13 entreprises du groupe Palmindustrie réparties dans le pays.

En tout cas, une partie de bras de fer est engagée. Si les travailleurs du groupe se donnent les moyens de coordonner leur lutte, s'ils sont unis et déterminés, il n'est pas dit que l'Etat, la direction et les actionnaires, ne fassent pas machine arrière et remballent leurs sales projets.

L E U R S O C I E T E

**POUR METTRE FIN
AU MARCHÉ AUX ENFANTS,
IL FAUT METTRE FIN AU CAPITALISME**

A Adjamé, non loin de la gare routière, près du cinéma Krinjabo, il y a un "marché aux bonnes". Là, les filles adolescentes originaires essentiellement du Nord-Est, de Bondoukou, en quête de travail, sont exposées en attente de preneurs.

Toute une mafia supervise ce marché pour placer ces gamines dans des ménages, moyennant un pourcentage sur le maigre salaire.

Il est révoltant que de nos jours on puisse vendre et acheter des êtres humains. C'est un retour à l'esclavage. Mais au fond, c'est tout le système capitaliste qui est basé sur le fait que la majorité de la population ne peut vivre qu'en se vendant comme salariés à des capitalistes.

C'est bien à cela, c'est-à-dire à l'exploitation, qu'il faudrait mettre fin un jour.

**PORC CONTAMINE, POISSONS
EMPOISONNES, ESSENCE PUANTE!**

On a tous entendu parler de ces viandes de porc contaminées par la peste porcine que des gens déterrent pour les revendre. Oui c'est scandaleux! Mais est-ce étonnant de voir de telle chose quand on sait que la majorité de la population pauvre n'a même pas assez de revenus pour manger leurs trois repas par jour? Combien sont-ils à ne manger de la viande qu'une fois de temps en temps, quand la bourse le permet? Alors, il n'est pas étonnant que des gens vendent de telles marchandises et d'autres tentés

d'acheter cette viande moins cher.

On voit régulièrement le même phénomène avec les poissons. Il y a de cela à peine quelques mois, des milliers de poissons sont morts d'empoisonnement par la pollution des déchets industriels que les riches jettent sans égard dans la lagune d'Abidjan. Combien de ces poissons ont trouvé le chemin des circuits commerciaux, tels les maquis ou les étalages

L E U R S O C I E T E

des marchés pour travailleurs?

Des exemples du même genre abondent dans tous les domaines de l'économie. Qui par exemple ne s'est pas plaint de cette odeur d'essence qui pue et pollue toute la ville? N'est-elle pas toxique? Le gouvernement dit que non. Mais comment croire sur parole ces gens au service des riches qui ne sont pas à un mensonge près,

surtout quand il s'agit d'argent! Sinon, pourquoi avoir acheter de l'essence jusqu'aux Etats-unis? Quant à la santé des chauffeurs de la Sotra, des taximen, des chauffeurs de gbaka, des wôrô-wôrô ou encore des petits vendeurs au bord des trottoirs qui respirent cette puanteur à longueur de journée, le gouvernement et les riches n'en ont cure!

ANALPHABETISME : CONSEQUENCE DE CETTE SOCIETE BARBARE!

On apprend dans les journaux que 57% de la population de ce pays sont aujourd'hui analphabètes. Et ça à l'aube de l'an 2000! C'est tout un symbole de cette société pourrie! Pendant ce même temps, ça ne gêne même pas les autorités de nous rabâcher leur prétendu "décollage économique à deux chiffres" ou encore leur "éléphant d'Afrique"! C'est en tout cas un aveu de cette société bourgeoise que ce n'est pas parce que eux les riches s'enrichissent qu'il en va de même pour les travailleurs. Bien au contraire! Les travailleurs arrivent aujourd'hui de moins en moins à scolariser leurs enfants, même avec un revenu régulier.

Et pourtant, même un pays

comme celui de la Côte d'Ivoire pourrait assurer la scolarité de tous, si le gouvernement le voulait. Cuba, en deux ou trois ans, a réussi à résoudre ce problème. C'est pourtant aussi un pays pauvre. Et à bien des égards ce n'est certes pas la société idéale. Alors, si Cuba en a eu les moyens, la Côte d'Ivoire pourrait les avoir aussi.

Mais il faudrait un gouvernement un tant soit peu indépendant de cette bourgeoisie rapace, stupide, qui n'est préoccupée que par ses profits à court terme; et qui se moque du niveau général de culture et d'éducation de la population. Mais le régime est l'émanation directe de cette bourgeoisie, aussi pourrie que lui.

L E U R S O C I E T E

LA MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE EST EN ROUTE

Il y a à peine un mois, Bédié faisait des discours contre la corruption des fonctionnaires. En voici quelques extraits: "La corruption sera pourchassée, les fonctionnaires défaillants poursuivis...L'usage des biens sociaux sera contrôlé...Retrouvons nos vertus" (en aurait-il jamais eu?).

Mais voilà que le 5 septembre, le même Bédié faisait remettre une enveloppe contenant 500.000 FCFA à chaque député. Histoire de ne pas faire trop de jaloux, le 8 septembre, des chèques allant de 200.000 à 1

million FCFA étaient gracieusement remis aux officiers supérieurs de la gendarmerie (sans doute au prorata du nombre de barrettes à l'épaule).

Les sommes seraient prélevées sur un compte marqué "FRP", Finance de la Présidence de la République. Mais en réalité, ce sont les contribuables qui paient.

Petite devinette: qui est le corrupteur en chef dans ce pays? Quand on dit que le poisson pourrit par la tête...

SELON QU'ON SOIT RICHE ET DEPUTE OU PAUVRE ET MINEUR...

Un député RDR, Coulibaly Adama, a été pris en flagrant délit, dans une chambre d'hôtel de luxe, dans une rocambolesque affaire de faux billets de banque. Il y avait, paraît-il, pour un milliard de francs en fausses coupures de 5.000F.

Les responsables de la gendarmerie ainsi que le Procureur de la République ont décidé de le laisser en liberté.

Mais les forces de l'ordre et la justice qui sont bien clémentes (quand elles ne ferment pas simplement les yeux)

lorsqu'elles ont affaire à des gens riches et de surcroît bien placés, se montrent impitoyables lorsqu'il s'agit de petits chapardeurs de quartier.

C'est ainsi que le tribunal vient de condamner récemment à trois mois de prison ferme et 50.000 F d'amende, deux filles mineures pour le vol de deux slips à l'étalage. Et malheureusement, ce n'est même pas un cas exceptionnel. C'est plusieurs fois par jour que de tels jugements sont rendus, sans autre forme de procès...et sans commentaire.

 L E U R S O C I E T E

 LA DUREE DE VIE RECULE EN AFRIQUE

Un récent rapport d'un institut démographique fait un constat accablant sur la situation des populations d'Afrique. Dans cinq pays cités, l'espérance de vie a chuté de trois ans en l'espace de dix ans. Une des causes est le sida. Mais il y a également la tuberculose et le paludisme, directement liés à la sous-alimentation, au manque d'eau potable et de médicaments.

Pendant ce même temps, les

trusts pharmaceutiques ont fait des bénéfices sans précédent.

Les moyens de soigner ces maladies sont connus et peuvent être produits de façon pas chère. Mais la logique capitaliste ainsi que l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent, conduisent à laisser des populations entières du continent aux prises avec les maladies aggravées par la misère.

* * * * *
 * * * * *
 * * * * *
 * * *
 *

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.